

Aubervilliers, le 15 décembre 2022

Migrations, Famille et Vieillesse à La Réunion

Présentation des premiers résultats de la nouvelle enquête dix ans après sa première édition

*Didier Breton¹, Claude-Valentin Marie², Élodie Floury² et Maude Crouzet³
Marylise Dehon⁴ et Édouard Fabre⁴*

Ce jeudi 15 décembre sont présentés les premiers résultats pour La Réunion de la réédition en 2020-2021 de l'enquête « MFV », dans les départements et régions d'outre-mer « historiques » (Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion). Près de 3 000 ménages y ont été interrogés. L'ambition de cette enquête de grande ampleur est de proposer une analyse et une évaluation des mutations sociodémographiques des Drom depuis dix ans. Outre ses thématiques centrales que sont les migrations, le vieillissement, la famille et ses transformations, elle aborde une série de thèmes complémentaires tout aussi essentiels à la compréhension de la vie de ces territoires et à l'examen de leurs spécificités (pratiques linguistiques et religieuses, discriminations, état de santé, etc.).

Conçue par l'Ined qui en assure la direction scientifique et réalisée en collaboration avec l'Insee, l'enquête MFV-2 prolonge celles conduites en 2009-2010 dans les Drom « historiques », et en 2015 à Mayotte. Le questionnaire réactualisé vise à approfondir la connaissance des dynamiques qui y sont à l'œuvre et leurs évolutions, avec l'ambition d'en donner une vision prospective. Reconnue par le Comité du label de la statistique publique comme « enquête inter-régionale d'intérêt national », cette enquête a été élaborée en tirant le meilleur profit des travaux nationaux et européens qui traitent des mutations sociodémographiques et s'efforce de saisir les effets de leurs combinaisons sur la vie économique et sociale des départements considérés.

Le défi de cette entreprise est de réunir en une seule opération l'analyse de thématiques qui, en France métropolitaine et en Europe, font l'objet de plusieurs enquêtes distinctes. Le pari est aussi de saisir la complexité des histoires de vie des personnes interrogées, tout en mettant en lumière la spécificité de chacun des territoires étudiés. Ce projet affiche ainsi une double exigence :

- apporter sur tous ces sujets des éclairages nouveaux et des connaissances scientifiques inédites ;
- proposer des indicateurs utiles à la définition et/ou à l'évaluation des politiques publiques.

Ces travaux s'inscrivent dans le projet scientifique de l'Ined qui accorde une part importante à la recherche démographique dans les Drom.

La mobilité des natifs de La Réunion s'est sensiblement accrue : la part de ceux ne l'ayant jamais quittée est passée de 26 % en 2010 à 15 % en 2020

En 2020 près d'un quart des natifs résidant sur l'île (23 %) ont fait l'expérience d'au moins une migration durable de 6 mois ou plus, avant une réinstallation sur l'île (« natifs-retour ») : ils sont les plus diplômés des natifs vivant sur l'île et exercent, pour la plupart, une activité professionnelle. À l'inverse, la part de ceux qui n'ont jamais quitté l'île (les « sédentaires ») recule nettement en dix ans (de 26 % à 15 %), au profit de ceux qui n'ont effectué que de courts séjours (62 % en 2020 / + 15 points). En conséquence, La Réunion n'est plus le Drom comptant la plus forte proportion de natifs

¹ Université de Strasbourg et Ined

² Ined

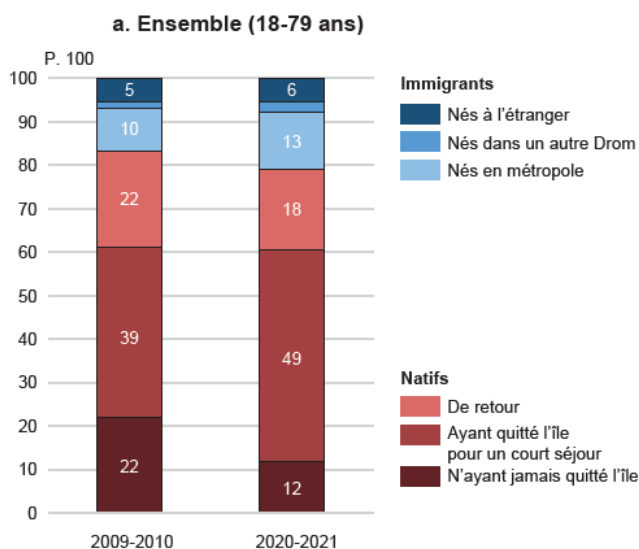
³ Université de Strasbourg

⁴ Insee

« sédentaires » ; elle est désormais devancée par la Guyane.

Les « sédentaires » cumulent les difficultés socio-économiques : près des deux tiers (63 %) n'ont aucun diplôme ; ils sont souvent en inactivité professionnelle ou au chômage, et font partie - pour la plupart - des ménages réunionnais les plus précaires.

Figure 1. Structure de la population – La Réunion



Champ : personnes résidant à La Réunion au moment de l'enquête (18-79 ans). Lecture : d'après l'enquête MFV-1, La Réunion comptait, en 2009-2010, 22 % de natifs n'ayant jamais quitté le département parmi l'ensemble des personnes de 18-79 ans qui y vivaient. D'après l'enquête MFV-2, cette part descendait à 12 % en 2020-2021. Sources : Ined-Insee ; enquêtes Migrations, Famille et Vieillesse 1 (2009-2010) et 2 (2020-2021).

Les « natifs de retour » réunionnais ayant vécu durablement dans l'Hexagone ont davantage vécu en province que les Antillais

La très grande majorité des « natifs de retour » ont vécu leur dernière migration durable en métropole (94 %), et plus souvent en province que leurs homologues antillais qui privilégient la région parisienne. Leurs motifs de départ sont fortement corrélés au sexe et à l'âge : les femmes partent plus souvent pour des raisons familiales que les hommes. Pour les plus âgés des hommes, le service militaire a pris une part importante. Pour les plus jeunes, désormais dégagés de cette obligation, la poursuite des études est devenue une des principales motivations de leur mobilité. En dépit des difficultés - qui pour beaucoup n'ont pas manqué (45 % des femmes et 40 % des hommes) - ces expériences de migrations longues ont, dans la grande majorité des cas, été jugées positives. Pour beaucoup, le retour sur l'île a été motivé par l'envie de retrouver leurs proches restés « au pays ». Près d'un quart (26 %) de ces « natifs de retour » déclarent avoir connu des difficultés à leur retour (les femmes plus que les hommes) ; la recherche d'emploi arrive en tête de ces difficultés, suivie des problèmes de logement et/ou financiers.

Les jeunes réunionnais demeurent plus attachés à leur île que ceux des autres Drom : seuls 44 % seraient prêts à la quitter pour un emploi

En 2020, 44 % des jeunes adultes réunionnais (18-34 ans) ont déclaré être prêts à quitter leur île pour un emploi : c'est un peu plus qu'il y a dix ans (40 %), mais toujours moins que les jeunes natifs des autres Drom (54 % - 59 %). La métropole demeurerait, comme il y a 10 ans, leur destination privilégiée. En revanche, la majorité de ces jeunes (58 %) refuserait de partir pour un motif autre que l'emploi, soit une part supérieure à celle des autres Drom (35 % - 53 %). Les femmes apparaissent plus réticentes au départ que les hommes. Les obstacles à la migration semblent plus fréquents pour elles : elles sont par exemple bien plus nombreuses que les jeunes hommes à avoir la charge d'enfants.

L'immigration est principalement métropolitaine : La Réunion compte 21 % d'immigrants en 2020, dont 13 % sont nés dans l'Hexagone

En 2020, la population de 18-79 ans vivant à La Réunion comptait 21 % d'immigrants, principalement des natifs de métropole (13 %, contre 6 % de natifs de l'étranger et 2 % de natifs d'outre-mer). Ceux nés à l'étranger sont pour l'essentiel arrivés de Madagascar et des autres îles de l'Océan Indien (Maurice, Comores). Le cadre de vie et le climat sont les principaux avantages de la vie sur l'île cités par ces immigrants. La tolérance et l'ouverture d'esprit de la population locale sont des atouts plus souvent cités qu'aux Antilles-Guyane. Leurs fréquentations sont fortement corrélées à la durée de leur présence sur l'île : plus durable est leur installation, moins ils fréquentent uniquement des personnes natives de

leur lieu d'origine. **Seuls 28 % de ces immigrants déclarent avoir connu des difficultés au cours de leur séjour sur l'île**, moins que dans les autres Drom ; les problèmes de logement sont ici au premier rang.

Un écart de fécondité important entre les jeunes femmes selon leur niveau de diplôme : 44 % des mères avant 20 ans n'ont aucun diplôme

La fécondité des jeunes femmes vivant à La Réunion reste élevée (13% des femmes nées entre 1990 et 1999 sont devenues mères avant 20 ans), en dépit d'une baisse au fil des générations. Celles devenues mères avant 20 ans sont généralement les moins diplômées : **44 % de celles nées entre 1990 et 1999 n'ont pas de diplôme contre 11 % des autres femmes**. Leur répartition selon le nombre d'enfants varie très fortement selon le niveau d'études : **parmi celles nées entre 1986 et 1995, 83 % des diplômées du supérieur n'avaient pas d'enfant à 25 ans, contre seulement 21 % des jeunes femmes sans diplôme**. En comparaison de celles nées 20 ans plus tôt, la part de celles sans enfants à 25 ans a augmenté pour les diplômées du supérieur, mais a diminué pour les autres, accentuant l'écart des comportements féconds entre les plus diplômées et les moins diplômées.

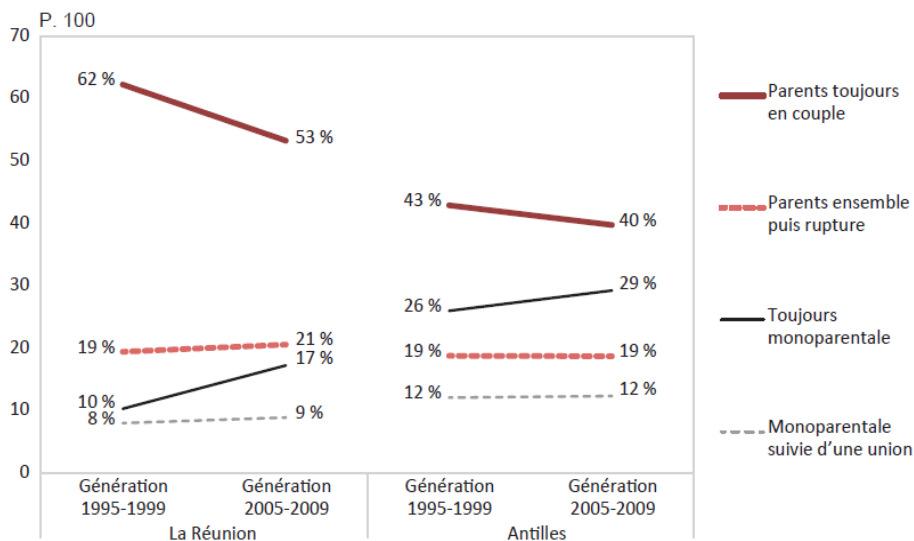
La crise sanitaire, un frein à la mise en couple des plus jeunes ?

Le départ du foyer parental, la première mise en union cohabitante, et l'arrivée d'un premier enfant s'observent toujours plus fréquemment chez les femmes. Le cumul de ces trois événements avant 25 ans est une situation fréquente chez les « non-diplômées » (59 %) ou « peu diplômées » (54 %), contre seulement 12 % des diplômées du supérieur. En comparaison de la situation observée il y a dix ans, **la part des 18-35 ans vivant en couple cohabitants en 2020 a fortement diminué**. Outre le contexte social dégradé qui complique l'installation des jeunes en logement autonome, ce constat pourrait également s'expliquer par la crise sanitaire de COVID-19, qui, notamment du fait des confinements, a certainement limité les possibilités de rencontres et/ou d'emménagement dans un logement commun des personnes qui étaient en relation. **La part des hommes de moins de 25 ans ne déclarant aucune forme d'union est en nette augmentation (de 47 % à 66 %) alors qu'elle demeure stable pour les femmes (46 % à 48 %)**.

La part des enfants vivant toute leur enfance en famille monoparentale est passée de 10 % en 2010 à 17 % en 2020

À La Réunion, durant les dix premières années de leur vie, **la majorité des enfants ont une histoire familiale assez proche du modèle métropolitain**, au sein d'un couple qui demeure stable au moins dix ans depuis leur naissance. Cette trajectoire enregistre néanmoins une évolution sensible, marquée par une **hausse notable des enfants qui ont vécu toute leur enfance en famille monoparentale (de 10 % des enfants nés en 1995-1999 à 17 % de ceux nés en 2005-2009)**. Une situation qui demeure toutefois en deçà de celle observée aux Antilles (29 % des enfants nés en 2005-2009). A La Réunion, la monoparentalité concerne avant tout des enfants vivant dans des familles en situation de précarité, alors qu'aux Antilles le phénomène est un peu moins associé à une forte précarité sociale.

Figure 10. Histoire familiale durant l'enfance (0-10 ans) des enfants nés entre 1995-1999 et entre 2005-2009 – La Réunion et les Antilles



Champ : enfants des personnes résidant à La Réunion ou aux Antilles au moment de l'enquête. Lecture : 17 % des enfants des générations 2005-2009 nés d'un parent répondant résidant à La Réunion en 2020-2021 ont vécu leurs 10 premières années de vie en famille monoparentale uniquement. Source : Ined-Insee ; enquête Migrations, Famille et Vieillesse 2 (2020-2021).

16 % des jeunes femmes de 18-24 ans concernées par la contraception n'utilisent aucun moyen contraceptif, une part trois fois supérieure à celle de la métropole

La majorité des femmes de 18-44 ans concernées par la contraception (avoir une activité sexuelle au moment de l'enquête, ne pas être enceintes ou chercher à le devenir, et ne pas être infertiles), **utilisent la pilule, le plus souvent seule (40 %) ou combinée avec le préservatif (6 %).** Mais **14 % d'entre elles n'utilisent aucun moyen contraceptif.** La proportion s'élève même à **16 %** parmi les jeunes femmes de 18-24 ans, soit une part trois fois supérieure à celle observée en Métropole.

Une part importante des enfants des seniors de 60-79 ans vit en dehors de l'île : 20 % des femmes et 15 % des hommes n'ont aucun enfant dans le département

La population réunionnaise vieillit, tandis qu'en parallèle les réseaux d'aidants familiaux potentiels diminuent. L'enquête MFV permet de localiser et d'identifier ceux de ces « aidants potentiels » qui ne résident plus sur le territoire, et dont l'absence concourt, *de facto*, à une réduction du nombre de personnes disponibles pour aider aux tâches de la vie quotidienne. **En 2020, 20 % des femmes et 15 % des hommes de 60-79 ans vivant à La Réunion n'ont aucun enfant dans le département.** En revanche, quand les enfants y vivent, ils sont pour les trois quarts soit cohabitants, soit installés dans la même commune que leurs parents.

L'état de santé des personnes âgées de 50 ans ou plus s'améliore : la part de celles déclarant des restrictions d'activité a reculé de 11 points en dix ans (32 % contre 43 %)

En 2020, parmi les 50 ans et plus résidant à domicile, **32 %** déclarent être limités dans leurs activités quotidiennes depuis au moins six mois en raison d'un problème de santé, une part bien moindre que celle de 2010 (**43 %**). Mais l'écart demeure important avec les moyennes métropolitaines. De plus cette amélioration pourrait, pour partie, être liée à une éventuelle réticence des plus fragiles à répondre à l'enquête en période de pandémie. La Réunion est le territoire dans lequel les difficultés d'audition (y compris avec un appareil auditif) sont les plus fréquentes, ainsi que les difficultés pour se laver sans aide, qui correspondent aux situations d'incapacité les plus lourdes.

Tableau 2. Part des personnes de 50 ans ou plus déclarant un problème de santé (en %)

	Hommes	Femmes	Ensemble
Restrictions d'activité (MFV-1)	42	45	43
Restrictions d'activité (MFV-2)	32	32	32
Problèmes de mémoire	28	31	30
Difficultés pour marcher	24	31	28
Difficultés pour voir	24	28	26
Difficultés pour entendre	21	16	19
Difficultés pour se laver	5	8	7

Champ : personnes résidant à La Réunion au moment des enquêtes (50-79 ans). *Lecture* : en 2020, 31 % des femmes de 50-79 ans qui vivaient à La Réunion déclaraient connaître des problèmes de mémoire. *Sources* : Ined-Insee ; enquêtes Migrations, Famille et Vieillesse 1 (2009-2010) et 2 (2020-2021).

Un recul des aides informelles non financières et des aides financières

Chez les plus âgés, l'aide reçue est, comme en 2010, quasi-exclusivement « non-financière », et prend la forme de tâches administratives, ménagères, ou de soins personnels. Ces aides ont sensiblement diminué en dix ans : **seuls 28 % des Réunionnais de 55 ans ou plus en recevaient une de leurs proches en 2020, contre 36 % en 2010.** Il en est de même des aides financières. Cela se vérifie dans toutes les tranches d'âge et tout particulièrement chez les jeunes adultes, qui en sont les premiers bénéficiaires. **Une diminution qui pour ces derniers pourrait en partie s'expliquer par un départ un peu plus tardif du foyer parental** (potentiellement majoré par la crise sanitaire) : la solidarité financière pourrait être remplacée par une autre forme d'aide dans le cadre d'une cohabitation intergénérationnelle plus fréquente et plus durable.

Des aides formelles fréquentes à La Réunion : 15 % des personnes de 55 ans ou plus en recevaient en 2020

En 2020, à La Réunion, **15 % des 55 ans et plus, femmes et hommes confondus, reçoivent des aides formelles** (de la part de professionnels). **Cette aide concerne principalement les personnes déclarant des restrictions d'activité (22 %, contre 12 % de celles n'en déclarant pas)**. Néanmoins, quel que soit leur état de santé, les Réunionnais âgés restent majoritairement aidés par leurs proches.

Le créole, un patrimoine culturel à préserver

Le créole est la langue principale de 29 % des natifs de La Réunion (plus souvent des personnes âgées que des plus jeunes), soit un taux très supérieur à celui des autres Drom (6 %-17 %). **La quasi-totalité des Réunionnais déclare l'utiliser – ou l'avoir utilisé – régulièrement au cours de leur vie. Même s'il reste plus fréquent de parler créole dans la vie quotidienne à La Réunion que dans les autres Drom, sa pratique a nettement diminué en dix ans**, notamment dans la sphère professionnelle. À La Réunion plus qu'ailleurs, le créole demeure une langue plutôt orale : si l'ensemble des natifs disent le comprendre et le parler facilement, ils le lisent moins fréquemment que dans les autres Drom. Néanmoins, la part de natifs aptes à le lire, en plus de l'écrire, a sensiblement augmenté en dix ans, notamment chez les plus jeunes.

La comparaison des enquêtes MFV-1 et 2 montre un **consensus grandissant sur l'importance du créole et les moyens de le préserver**. En 2020, **90 % des natifs de La Réunion estiment que le créole est important pour l'identité du territoire**, et **49 % pensent que le créole devrait être enseigné à l'école**, au même titre que d'autres langues. Seulement **35 % estiment que son usage devrait se limiter à des conversations en famille ou entre amis**. Globalement, ce sont les plus jeunes qui affichent les avis les plus favorables à ces questions de préservation du créole.

Une mixité religieuse plus importante que dans les autres Drom : 11 % des personnes qui déclarent avoir une religion en ont plusieurs

En 2020, **81 % des personnes vivant à La Réunion déclarent avoir une religion**. La Réunion se distingue par une forte pluralité religieuse : **si la religion catholique y est majoritaire, les religions hindouistes et musulmanes y tiennent, elles aussi, une place importante**. L'autre particularité tient à la **part significative de personnes indiquant avoir plusieurs religions (11 % de celles qui déclarent avoir au moins une religion, contre moins de 2 % dans les autres Drom)**. Notamment, **8 % des croyants sont des personnes s'étant déclarées à la fois catholiques et de confession hindouiste**. Dans une grande majorité des cas, les croyances religieuses sont les mêmes au sein des couples.

Pour en savoir plus :

Didier BRETON, Claude-Valentin MARIE, Élodie FLOURY, Maude CROUZET, Marylise DEHON et Édouard FABRE, 2022. [**Migrations, Famille et Vieillesse à La Réunion. Premiers résultats de l'enquête MFV-2 en outre-mer.**](#) Aubervilliers, France : Ined.

Marylise DEHON, Édouard FABRE, Didier BRETON, Claude-Valentin MARIE, Élodie FLOURY, Maude CROUZET, [**« Enquête Migrations, famille et vieillissement en 2020-2021 - Panorama des évolutions de la société réunionnaise de 2010 à 2020 »**](#), Insee Analyses La Réunion n° 79, décembre 2022.

À propos de l'Ined :

L'Ined est un organisme public de recherche spécialisé dans l'étude de la population en France et dans le monde. Pluridisciplinaire, il mobilise un large éventail de disciplines comme l'économie, l'histoire, la géographie, la sociologie, l'anthropologie, la statistique, la biologie, l'épidémiologie. Il a également pour mission d'assurer la diffusion de l'information sur la démographie en France comme à l'étranger et contribue à la « formation à la recherche et par la recherche ».

www.ined.fr

À propos de l'Insee :

L'Insee collecte, produit, analyse et diffuse des statistiques et des études sur l'économie et la société françaises pour éclairer le débat public. En particulier, il fournit des informations socio-économiques fines sur les territoires, dans le but

d'accompagner les acteurs et décideurs locaux dans le déploiement des politiques publiques territoriales. Il coordonne le service statistique public et contribue à la statistique européenne et internationale. L'Insee produit les statistiques publiques en toute indépendance, un principe auquel veille l'Autorité de la statistique publique.

Contact presse Ined : service-presse@ined.fr

Gilles GARROUSTE - Chargé de communication institutionnelle - Tél. : 01 56 06 57 04

Christina LIONNET - Directrice de la communication - Tél. : 01 56 06 57 28

Contact presse Insee : inseeoi-communication@insee.fr - Tél. : 0692 448 358

Suivez-nous :  